



## Séance du Comité Syndical du SMEP de la région de Jurançon du 12 février 2024

Le 12 février 2024, à 18 heures 00, le Comité du Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon s'est réuni dans les locaux du SMEP à Jurançon, sur convocation de Monsieur le Président, publiée le 5 février 2024 et transmise par voie électronique le 5 février 2024, et sous la présence de ce dernier.

**PRESENTS :** M. BERNOS Michel, M. PATRIARCHE Nicolas, M. DUDRET Victor, M. POURTAU Xavier, M. RHAUT Jean-Christophe, M. MORA Pascal, M. NAHON André, Mme MARQUE Christine, M. URBAN Jean-Claude, M. MAUBOULES Patrick, M. PARIS Gérard, Mme BELAYGUE Dominique, M. GAUZERE Guy, M. LASSALLE Philippe, M. CLAVERIE Didier, M. POILLION Jean, M. MALO Serge, M. BERNIARD Claude, M. BERTRANINE-CHANQUET Serge, M. LESCUDÉ Frédéric, M. VERMESSE Bruno, M. BURON Patrick, M. BÉGUÉ Gérard, M. COUTO Benoit, Mme HOURCADE-MEDEBIELE Véronique.

**ABSENTS EXCUSES :** DAVANTES Jean-Charles (représenté par M. COUTO Benoit, délégué suppléant) M. CAPERET Alain, M. CABANNE Pascal, Mme DAUGAS Sylvie, M. FAUX Jean-Pierre, M. CARRIQUIRY Gérard, M. ROTH Patrick, M. SOUDAR Denis, M. GERMAIN Eric, M. PEDEFLOUS Roger (représenté par M. LESCUDÉ Frédéric, délégué suppléant), M. DUMAS François, M. LACRABERE Francis, M. LABAT Léopold, M. RANGOTTE Pierre.

**ABSENTS MAIS AYANT DONNÉ POUVOIR :** M. MAZODIER Frédéric a donné pouvoir à M. MAUBOULES, Mme JOUANINE Marie-Hélène a donné pouvoir à M. LESCUDÉ.

**Secrétaire de séance :** M. BURON Patrick

### Délibération n° 17-2024 – Participation financière Coopération internationale Kataba 1 (Pepak)

*Rapporteur : Monsieur Pascal MORA*

Monsieur le Rapporteur rappelle à l'Assemblée que, conformément à l'article L.1115-1-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, les Syndicats mixtes chargés des services publics d'eau potable tels que le SMEP peuvent mener des actions de coopération avec les collectivités étrangères, dans la limite de 1% des ressources propres affectées à leur service.

Le Syndicat Mixte d'Eau Potable de la région de Jurançon s'inscrit dans ce cadre juridique en poursuivant ses actions de solidarité internationale, et notamment en apportant un nouveau soutien financier au projet « Kataba 1 », du nom d'une commune du Sud Sénégal.

Pour mémoire, sensibilisé par les problématiques d'approvisionnement en eau potable de cette commune, le SMEP avait soutenu en 2021 la phase 2. Cette dernière a permis l'alimentation en eau potable de près de 600 personnes grâce à une extension du réseau d'eau potable de 3 Km et la création du service de gestion correspondant. Le projet Séléty, issu de cette même phase 2, objet de la subvention du SMEP de l'année 2022, avait permis une extension du réseau de distribution impactant toute la population de la localité, soit 2 800 personnes.

En 2023, le SMEP a permis de financer la « Phase 3 » du projet « Kataba 1 », permettant de créer 500 branchements domiciliaires d'eau potable afin d'alimenter 750 personnes supplémentaires.

Portée par l'Association Eau Vive, un nouveau projet dénommé « PEPAK+ » est proposé. Il porte notamment sur la réalisation de 5 forages avec équipements d'exhaure, de 2 châteaux d'eau avec ouvrages annexes sur deux localités de la commune de Kataba 1, de réseaux de distribution d'eau sur un peu plus de 13 km avec 12 bornes fontaines et 8 branchements communautaires.

Ce vaste projet s'étend sur une période de réalisation de 3 ans, de janvier 2024 à décembre 2026, et concernerait une population de plus de 6 000 personnes. Sa réussite tient au soutien financier apporté

par les collectivités béarnaises compétentes en eau potable, et notamment par la participation du SMEP de la région de Jurançon.

Monsieur le Rapporteur rappelle que le Contrat de Concession confié à AGUR permet de bénéficier d'un fonds annuel d'environ 20 000 €, destiné à des actions de coopération internationale.

Ainsi, Monsieur le Rapporteur propose de verser la somme de 1 000 € par an, pendant trois ans, en soutien à ce projet dénommé « PEPAK+ », et à mobiliser par ailleurs 14 000 € par an pendant trois ans au travers du fonds issu du Contrat de Concession.

Monsieur le Rapporteur précise que les sommes accordées par le Syndicat, seront prélevées au compte 6713 de la section de fonctionnement du budget principal du SMEP, et seront inscrits dans les budgets primitifs 2024, 2025 et 2026.

Monsieur le Rapporteur invite le concessionnaire AGUR à procéder, conformément à la convention, au versement des sommes ainsi attribuées, directement à l'association Eau Vive porteuse du projet.

Le Comité Syndical, après avoir entendu le Rapporteur dans ses explications, et après en avoir délibéré, à l'unanimité,

**ATTRIBUE** une participation financière de 1 000 € par an, et pendant 3 ans, au projet KATABA 1 Pepak, porté par l'association EAU VIVE ;

**INVITE** le concessionnaire Agur à mobiliser 14 000 € par an, et pendant 3 ans, pour ledit projet au travers du fonds issu du contrat ;

**AUTORISE** Monsieur le Président à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment la convention jointe en annexe ;

**PRÉCISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget du SMEP de la région de Jurançon.

Au moment du vote de la délibération :

En exercice : 39    Nombre de présents : 25    Pouvoirs : 2    Nombre de votants : 27

Vote – Pour : 27 / Contre : 0 / Abstention : 0

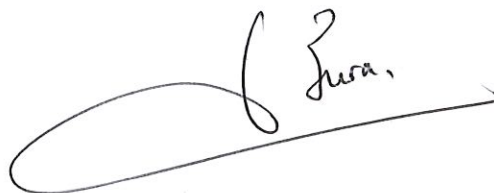
Fait à JURANÇON et délibéré, les jours, mois et an que dessus,  
Pour extrait certifié conforme.

Signature du Président :  
Michel BERNOS


Syndicat Mixte d'Eau Potable  
de la région de Jurançon

Signature du secrétaire de séance :  
Patrick BURON





## Annexe : Projet de convention de coopération décentralisée avec l'association Eau Vive Pau Pyrénées



### CONVENTION DE COOPERATION DECENTRALISEE Entre le SMEP de la région de Jurançon et l'association EAU VIVE PAU PYRENEES

Concernant l'opération :

**Projet eau potable de la commune de KATABA 1 (PEPAK+) - Sud Sénégal –  
2024-2026 »**

Vu le programme de développement durable à l'horizon 2030 adopté par l'assemblée générale des Nations Unies le 25 septembre 2015.

Vu l'article L1115-1 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié, qui prévoit que « Dans le respect des engagements internationaux de la France leurs groupements peuvent mettre en œuvre et soutenir toute action internationale annuelle pluriannuelle de coopération, d'aide au développement ou à caractère humanitaire (...). A cette fin, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, le cas échéant, conclure des conventions avec des autorités locales étrangères. Ces conventions précisent l'objet des actions envisagées et le montant prévisionnel des engagements financiers (..) ».

Vu l'article L1115-1-1 du CGCT, qui prévoit que « les communes, les établissements publics de coopération intercommunales et les syndicats mixtes chargés des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement peuvent dans la limite des 1% des ressources qui sont affectées au budget de ces services, mener des actions de coopération avec les collectivités territoriales étrangères et leurs groupements dans le cadre des conventions prévues à l'article L 1115-1. Des actions d'aide d'urgence au bénéfice de ces collectivités et groupements, ainsi que des actions de solidarité internationale dans les domaines de l'eau et l'assainissement (...) ».

Vu la délibération du Conseil syndical du SMEP de la région de Jurançon n°17-2024 en date du 12 février 2024, publiée le ..... et transmise au contrôle de légalité le ....., autorisant le Président à signer la présente convention,

Entre

Le SMEP de la région de Jurançon, représenté par son Président, Michel BERNOS  
D'une part,

Et

L'Association « EAU VIVE PAU PYRENEES » représentée par sa Présidente, Madame Eline Gosset,  
dûment habilitée aux fins des présentes,  
D'autre part

## **PREAMBULE**

Le Comité syndical du SMEP de la région de Jurançon a décidé d'apporter lors de sa séance du 12 février 2024 une aide de 1000 € par an pendant 3 ans à l'association Eau Vive Pau Pyrénées pour le nouveau triennal dénommé « PEPAK + » sur la commune de Kataba1 au Sénégal.

Il est adossé à la présente convention un document programme qui définit son contenu, son budget, l'échéancier prévisionnel, ainsi que les modalités de son pilotage. Ce document programme est élaboré à l'attention de tous les partenaires engagés dans sa réalisation.

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir le champ d'intervention du SMEP de la région de Jurançon et de l'association « EAU VIVE PAU PYRENEES » comme précisé à l'article 2.

## **ARTICLE 2 – NATURE DU PROJET PRIS EN COMPTE**

La commune de KATABA1 se situe au sud du Sénégal et comprend 35 villages pour une population de 23 480 habitants. En 2018 la commune ne disposait que d'un seul forage dont la capacité était très insuffisante pour donner un accès correct à l'eau potable.

Depuis cette date, la situation s'est améliorée. Plusieurs projets ont permis à la commune de bénéficier de 4 nouveaux forages en 2018-2019 puis des extensions de réseau ont été réalisées ainsi que des études pour améliorer la situation.

Le projet PEPAK+ fait donc suite à des projets antérieurs et les complète, il s'appuie sur les projets menés précédemment. Il porte notamment sur la réalisation de trois forages, de 2 châteaux d'eau de capacité 100 et 150 m<sup>3</sup> avec ses ouvrages annexes (électropompes, générateurs photovoltaïques,) de réseaux de distribution sur environ 13 kms avec 12 bornes fontaines et 5 à 8 branchements communautaires.

Ces réalisations s'accompagneront de toutes les actions nécessaires en matière d'éducation et de formation des acteurs et des populations pour atteindre un service durable et de qualité.

Les modalités d'exécution et de suivi de ces actions sont détaillées dans le document programme adossé à la présente convention. La coordination et le suivi de la phase 3 seront assurés par l'association EAU VIVE SENEGAL. Le projet se déroulera sur 3 ans, de janvier 2024 à décembre 2026.

## **ARTICLE 3 – MOYENS FINANCIERS**

Le SMEP de la région de Jurançon affectera la somme de 1 000 € annuellement sur 3 ans au projet, et versera sa participation financière en trois fois (2024, 2025, 2026) à l'association « EAU VIVE PAU PYRENEES » par mandat administratif. En complément, le SMEP et son concessionnaire AGUR prévoient d'affecter 14 000 € annuellement sur 3 ans à ce même projet, conformément à l'article 93 du Contrat de Concession. Le montant total prévisionnel de l'aide sera ainsi de 15 000 € par an, sur 3 ans.

La participation du SMEP, et de son concessionnaire AGUR, sont versées annuellement à l'association EAU VIVE Pau Pyrénées, par virement, en trois fois :

- Un tiers du montant annuel, soit 5 000 €, à la signature de la présente convention par le SMEP et par l'association, et à la date anniversaire de la date de signature en 2025 et 2026 ;
- Deux tiers du montant annuel, soit 10 000 €, sur présentation des factures ou justificatifs correspondants de l'année en cours pour 2024 et 2025 ;
- Et pour l'année 2026, deux tiers du montant annuel, soit 10 000 €, sur présentation des pièces mentionnées à l'article 4 « Suivi et évaluation du projet ».

## **ARTICLE 4 – SUIVI ET EVALUATION DU PROJET**

Les parties souscrivent à la démarche du suivi et d'évaluation du projet pendant et après sa réalisation. A cet effet, l'association « EAU VIVE PAU PYRENEES » produira les documents suivants :

- **Un compte rendu annuel d'exécution.** Ce compte rendu doit décrire de façon précise les actions menées, les moyens mis en œuvre, les éventuelles difficultés rencontrées, l'implication réelle du partenariat local, le bilan de l'action, les éventuels décalages constatés entre les objectifs initiaux et les résultats obtenus, ainsi que les suites attendues du projet ;
- **L'attestation d'achèvement des travaux prévus au projet, et un bilan final complet :** technique et financier à l'issue de la 3<sup>ème</sup> année d'exécution de l'opération.
- Les collectivités pourront être invitées à faire participer certains de leurs membres à une « mission » pour aller voir sur place les réalisations, en cours ou à la fin des travaux. Cette mission sera organisée par EAU VIVE, mais les déplacements seront financés à titre personnel, sachant que les intéressés pourront bénéficier sous certaines conditions de reçus fiscaux.

#### ARTICLE 5 – MODALITES DE RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit après expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée ou par tout autre moyen certifiant que l'autre partie en a pris connaissance.

La résiliation de la convention ne dispense pas les partenaires de la convention de leurs obligations de compte-rendu d'exécution.

La résiliation de la présente convention n'ouvre aucun droit à quelque dédommagement que ce soit.

#### ARTICLE 6 – PIECES ANNEXES

Les pièces suivantes sont annexées à la présente convention : le document programme du projet qui définit son contenu, son budget et échéancier prévisionnels, ainsi que les modalités de sa coordination.

A Jurançon, le.....

Le SMEP de la région de Jurançon

Le Président,

Michel BERNOS

Association Eau Vive Pau Pyrénées,

La présidente,

Eline GOSSET

Faire précéder chaque signature de la mention « ***Lu et approuvé*** »